

Pour en finir avec la pureté radicale

Antonio D'Alfonso, *En italiques*, Montréal, les Éditions Balzac, coll. « Le vif du sujet », 2000, 116 p.

Louis Bélanger

Numéro 109, hiver 2000–2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/41558ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bélanger, L. (2000). Compte rendu de [Pour en finir avec la pureté radicale / Antonio D'Alfonso, *En italiques*, Montréal, les Éditions Balzac, coll. « Le vif du sujet », 2000, 116 p.] *Liaison*, (109), 44–45.

Pour en finir avec la pureté radicale

Louis Bélanger

De la glorieuse Italie de Michel-Ange au petit coin triste de Montréal à l'époque où il est né, Antonio D'Alfonso vit de façon bien singulière son rapport à la diaspora italienne. En italiques livre en dix articles le parcours culturel de cet écrivain ayant depuis dix ans élu domicile à Toronto. D'entrée de jeu, l'avant-propos cerne la problématique de l'ouvrage : « Qui sommes-nous, Italiens, petits-fils d'immigrants ? Italiens ? Québécois ? Canadiens ? Franco-Ontariens ? » (p. 9) Un peu tout cela à la fois, dans les faits, sauf que, lorsqu'il est question de géographie et d'héritage culturel, les perceptions se confondent, les débats se politisent, les confusions naissent. Ces prémisses servent d'assises à une entreprise de déconstruction de l'idée reçue du patriotisme territorial et *En italiques* revendique l'éclosion d'un nouvel ordre axé sur l'exil des peuples et des individus qui les composent.

La question de l'autre

Parler de culture dans l'ignorance des enjeux politiques qu'elle soulève tient de l'aberration, selon Antonio D'Alfonso. Dans ce contexte, prétendre que l'Amérique du Nord n'est peuplée que d'anglophones n'est que leurre utile à celles et ceux qui ont intérêt à maintenir cette vision d'un continent où, heureuse coïncidence, ces mêmes individus y occupent des positions de pouvoir à l'échelle sociale. D'Alfonso illustre par l'absurde l'anachronisme d'un tel discours au Canada. S'inspirant du recensement de 1992, des 28 millions de citoyens canadiens, 7 millions se considéraient d'origine britannique et 7 autres millions d'origine française; les 14 derniers millions, 50 % de la population canadienne, se disant de cultures diverses. Même si souvent elle doit parler l'une ou l'autre des langues des deux communautés dites fondatrices, il est de moins en moins loisible de conclure que cette autre moitié de la population canadienne, segment en pleine croissance, s'intégrera sans heurts aux cultures d'origines britannique et française.

Cette constatation dérange par les crises insurmontables qu'elle évoque. Au plan linguistique, d'abord, comment ne pas souscrire à l'idée que le conflit linguistique actuel risque de se transformer, si ce n'est déjà fait, en une lutte de pou-

voir, non plus seulement entre francophones et anglophones, mais aussi, entre anciens et nouveaux immigrants, nombre de ces derniers riches d'une connaissance approximative de l'anglais ou du français ? Quant à la question constitutionnelle, en quoi l'utopie de l'indépendance québécoise, partie prenante de l'imaginaire québécois, qu'elle se réalise ou non, répond-elle aux besoins sociaux d'une autre moitié en plein essor ? Comme l'écrit D'Alfonso, « l'autre est une substance gluante qui ne se conforme pas aux exigences assimilatrices du pays et de ses institutions culturelles (...) On refuse de voir que cette société ne représente plus l'entité homogène d'antan. » (p. 90) L'écrivain subventionné par le Conseil des Arts peut-il écrire dans d'autres langues que le français ou l'anglais au Canada ? Pire encore, quel sort réserve-t-on aux auteurs qui publient dans les deux langues officielles du pays ? Pensons aux clameurs pernicieuses soulevées par Nancy Huston, ou à Antonio D'Alfonso, dont témoigne l'expérience : « Le Canada que, enfant, je croyais bilingue et biculturel, n'existe pas. Publier dans les deux langues officielles du pays, comme je le fais, équivaut à un outrage aux deux nationalismes canadiens. » (p. 107)

Mais la Charte canadienne des droits et libertés, et l'idéologie du multiculturalisme qui l'accompagne, ne visent-elles pas toutes deux l'intégration harmonieuse du pluralisme culturel, le respect, voire la prise de conscience, des intérêts de l'autre ? Dans un monde idéal, sans doute, dans une société néo-libérale où l'entrepreneuriat a valeur d'idole, ces effets de bonne conscience ne sont que succédanés à une réalité moins noble, celle de l'appropriation culturelle. Lorsqu'il y a appropriation culturelle, écrit D'Alfonso, « on ne fait pas de l'art, on ne crée pas, on perpétue la société de consommation qui gave ses citoyens sans les nourrir; elle est un remède qui autorise la boulimie au lieu de guérir son client » (p. 103). Biffer le caractère hégémonique de cette réduction de l'art, c'est sanctionner sans mot dire la dictature des détenteurs des moyens de production, et son corollaire, c'est accepter que la puissance heureuse d'un groupe incarne la seule garantie des droits individuels du citoyen. L'énormité des enjeux culturels mis en cause appelle la mise en œuvre d'un contre-discours identitaire affranchi de la dialectique traditionnelle nation-communauté.



Antonio D'Alfonso,
En italiques, Montréal,
les Éditions Balzac,
coll. « Le vif du sujet »,
2000, 116p.



Photo: Pasquale Verdicchio

Une affaire de conscience

L'idée d'une identité déterritorialisée trouve sa pleine justification dans la critique du vieil adage qui soutient qu'aucun pays ne veut voir sa culture croître hors de ses frontières. Pourtant, cette vision du monde ne résiste plus depuis des lunes aux gênants paradoxes qu'elle nourrit. Ainsi, comment peut-on parler de rayonnement de la culture française, par exemple, et, simultanément, remettre en question la participation des non-résidents de l'Hexagone audit rayonnement ? Plus près de nous, chacun a à cœur la diffusion de la culture franco-ontarienne; pourquoi alors décrier ceux de ses représentants qui choisissent de vivre au Québec ? Par ailleurs, serait-il possible qu'il y ait plus d'italiens qui parlent l'anglais que d'Italiens s'exprimant en italien et que, ô! scandale, personne ne s'en formalise outre mesure ?

Assimilation, hybridation, dépersonnalisation, crieront les bonnes âmes; effets d'exil, rétorque Antonio D'Alfonso, pour qui l'idée de pureté culturelle ne fait plus corps avec une expérience humaine animée par les migrations culturelles : « C'est dans l'exil que l'individu trouve sa véritable identité, et non en consommant le sel de la terre. » (p. 32) Un tel renversement des valeurs substitue à la fibre nationaliste ce qu'il y aurait lieu d'appeler le gène de la conscience individuelle. Inspiré des réflexions de penseurs tels Maurice Allain, Alain Finkielkraut, Edgar Morin et Guy Scarpetta, entre autres, D'Alfonso tente d'édifier un univers aux frontières de l'utopie qui permettrait aux pluralismes linguistique, culturel et politique de s'harmoniser, « un pays composé d'associations d'individus autonomes ayant accès à des droits collectifs qui ne briment pas les libertés individuelles » (p. 22), comme l'imagine Finkielkraut, en remplacement du rôle du pays fondé sur la notion d'ethnie territorialisée.

Une idée aussi révolutionnaire impose une responsabilisation accrue du citoyen tel que nous le connaissons. En effet, celui-ci aurait à intégrer une conscience de son histoire, une conscience de soi, une conscience sociale, une conscience mondiale et, par surcroît, à filtrer cette démarche dans son agir, afin qu'écluse un tel humanisme. Une littérature représentative de ce renouveau idéologique refléterait une vision pluraliste et

polyethnique, un nouveau baroque en contact direct avec la diversité culturelle dont elle rendrait compte. Force est de reconnaître toutefois, selon D'Alfonso, que les littératures ethniques existantes stagnent dans la marginalité, au ban des cultures officielles des pays où elles émergent, et confinent l'écrivain italique à trois expériences de l'insuffisance : 1) il peut se complaire dans cette insuffisance et prétendre que tout va bien; 2) il peut avoir honte de son insuffisance, choisir de la combler avec une seconde culture et changer de nom, de langue, de culture, bref, s'assimiler; 3) il peut être conscient de son insuffisance mais y remédier en guérissant la source du mal, soit en assumant pleinement la condition d'être ce qu'il est. La satisfaction suprême résiderait dans la capacité de l'individu de s'adapter à ses nouveaux environnements sans que les incontournables modifications ne conduisent à sa défiguration. Pour que faire se puisse, un nouvel ordre, produit d'une nouvelle conscience, distinct de la dialectique pays-culture, doit poindre.

En italiqes fourmille de réflexions, tantôt critiques de la réalité actuelle, tantôt dictées par l'utopie la plus galopante. Quoi qu'il en soit, la merveilleuse anarchie qui s'en dégage donne libre cours à des élans libérateurs du licou des idéologies nationales. Il résulte de ces lancées une impitoyable fraîcheur, mais surtout une lucidité à l'égard des échappées d'institutions sur lesquelles la démocratie a peut-être fondé trop d'espairs, comme le traduit l'extrait suivant : « Vouloir renforcer la culture territoriale en détruisant l'expression des autres cultures qui partagent ce même territoire et sauvegarder le pouvoir d'un groupe social en le mettant dans les mains d'individus choisis n'est plus que l'expression moderne du fascisme. » (p. 22) L'importance des enjeux culturels en question est trop fondamentale pour les balayer du revers alarmiste.

En italiqes n'est pas l'œuvre d'un rêveur esseulé. Plutôt le produit d'un penseur bien en vie. ●

Louis Bélanger est un amant de la littérature qu'il enseigne à l'Université du Nouveau-Brunswick. Il est membre du comité de rédaction de *Liaison* et codirecteur de la collection « Vertiges » aux Éditions L'Interligne.